



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05 août 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VERMILION REP SAS**

Route de Pontenx  
BP 5  
40160 Parentis-En-Born

Références : E/25-1927  
N° Hélios : 62701  
Code AIOT : 0006502522

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement VERMILION REP SAS implanté Lieu-dit LES NOUÉS CD 215 77720 Saint-Méry. L'inspection a été annoncée le 06/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERMILION REP SAS
- Lieu-dit LES NOUÉS CD 215 77720 Saint-Méry
- Code AIOT : 0006502522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt VERMILION de Saint-Méry dit de « Chaunoy » est implanté depuis 1985 sur la commune de Saint-Méry au lieu-dit « Les Noués », au bord de la route départementale n°215.

Les installations du dépôt comportent les équipements nécessaires à la séparation, au stockage et à

l'expédition des produits issus de l'extraction et la production de pétrole brut du champ de Chaunoy.

Le dépôt dispose de deux bacs de stockage de pétrole brut (huiles) dont un seul est actuellement en exploitation.

Cet établissement est soumis au régime de l'autorisation et classé Seveso "Seuil Haut" par application de la règle du dépassement direct du seuil haut de la rubrique 4511 au sens de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2016/DRIEE/UD77/106 du 23 novembre 2016, pris à la suite de la clôture de l'instruction de la mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement, et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021/14/DCSE/BPE/IC du 26 mars 2021.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Nationale 2025 « Perte d'utilités »
- Suites de la précédente inspection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	6 mois
8	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Dispositions applicables aux stockages extérieurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
5	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
9	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
10	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Sans objet
11	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Sans objet
12	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que le site a anticipé une éventuelle perte d'alimentation électrique de ses installations et est équipé pour faire face aux impacts d'une telle situation pendant une durée d'indisponibilité d'environ 5 jours.

Elle constate que l'activité du site est mise en « exploitation adaptée » dès les premières minutes de coupure de l'alimentation électrique normale. Selon les situations, un arrêt successif du transit de produit via les canalisations de réception, jusqu'à l'arrêt total de la production sur site, peut être réalisé. L'arrêt des différents process de production est décidé en fonction, notamment, des niveaux des bacs tampon d'eaux saumâtres. Les décisions sont réalisées au cas par cas, en fonction du délai d'interruption et de l'état des installations. L'exploitant n'a pas établi de procédure pour encadrer cette phase d'« exploitation partielle/adaptée ». L'Inspection demande une formalisation des consignes qui pourraient, par exemple, se baser sur chaque palier de fonctionnement dégradé, incluant les éléments relatifs à la surveillance des équipements mis en mode dégradé (vérification des niveaux, action dès atteinte seuil haut, etc.).

L'inspection a également permis la clôture de certaines suites de la précédente inspection (datée du 25/09/2024). Les autres restent maintenues dans l'attente de la transmission d'éléments de réponse de l'exploitant dans les délais fixés, ces derniers n'étaient pas encore arrivés à leur terme lors de l'inspection du 15/05/2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;</p> <p>c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;</p> <p>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;</p> <p>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;</p> <p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p> <p>Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel Non-conformité n°20240925-1 de l'inspection du 25/09/2024:</u> <i>L'exploitant ne respecte pas les obligations européennes en matière d'étiquetage de ses produits dangereux.</i></p> <p>Dans son courrier de réponse du 16/04/2025, l'exploitant a indiqué avoir remis en conformité les GRV (Grands Récipients pour Vrac) démunis d'étiquetage conformes.</p> <p>L'Inspection a constaté lors de la visite l'étiquetage de certains des GRV entreposés sur l'aire de stockage. Sur deux GRV pris par sondage et stockant des produits dangereux, les mentions de dangers étaient bien présentes sur les étiquettes, conformément à l'article 21 du règlement européen.</p> <p><b>=&gt; La non-conformité n°20240925-1 de l'Inspection du 25/09/2024 est levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions applicables aux stockages extérieurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liquides inflammables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>II. - Pour la mise en œuvre de la stratégie incendie visée à l'article VI. I, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent au moins les valeurs données en annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel de l'Observation n°20240925-3 de l'inspection du 25/09/2024 :</u> <i>L'exploitant justifiera le calcul du débit de 1776 l/min indiqué en page 56 du POI.</i></p> <p>Dans son courrier de réponse du 16/04/2025, l'exploitant a indiqué une erreur de retranscription des résultats obtenus. Le calcul du taux réglementaire (3,4L/min/m<sup>2</sup> selon le calcul détaillé dans le POI) multiplié par la surface à éteindre (à savoir 420 m<sup>2</sup>) donne comme résultat un débit minimal de 1428 L/min et non 1776 L/min.</p> <p>Les moyens d'extinction identifiés, en page 56 du POI, permettent d'obtenir un débit de 1500 L/min qui est donc supérieur au débit minimal d'extinction requis réglementairement.</p> <p><b>=&gt; L'observation n°20240925-3 de l'Inspection du 25/09/2024 est levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2016, article 8.7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit s'assurer de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt.</p> <p>Sans préjudice de la définition et de la mise en place des moyens nécessaires à l'extinction des scénarios de référence et à la protection des installations adjacentes selon les dispositions prévues</p>

<p>par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (article 8.7.1), l'établissement dispose à minima des moyens suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 19 poteaux incendie normalisés de type incongelable, équipés d'une sortie de diamètre 100 mm et de deux sorties de diamètre 65 mm ; le bon fonctionnement de ces prises d'eau est contrôlé périodiquement;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une couronne d'arrosage en mousse sur les bacs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 1550 L/min</li> <li>- des déversoirs sur les sous-cuvette associées aux réservoirs de stockage de pétrole brut délivrant un débit minimal de 4000l/min par sous-cuvette.</li> <li>- deux canons à mousse assurant un débit de 1750 l/min (positionnés au niveau des différents bacs à protéger).</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Non-conformité n°20240925-3 de l'inspection du 25/09/2024 :</u>  <i>L'exploitant n'a pas procédé à la mise en conformité des poteaux incendie suite au contrôle annuel du 14/08/2024.</i></p> <p><u>Observation n°20240925-4 de l'inspection du 25/09/2024 :</u>  <i>L'exploitant veillera à actualiser l'état réel des poteaux incendie dans le registre incendie du dépôt.</i></p> <p>Dans son courrier de réponse du 16/04/2025, l'exploitant a indiqué avoir procédé à la remise en conformité des poteaux et la mise à jour du registre incendie et a transmis les justificatifs associés.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a pu vérifier la correction des anomalies sur les poteaux PI408 et PI603, ainsi que la mise à jour du registre incendie.</p> <p><b>=&gt; La non-conformité n°20240925-3 et l'observation n°20240925-4 de l'inspection du 25/09/2024 sont levées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est alimenté par deux arrivées électriques 20kV ENEDIS redondantes (l'établissement est alimenté soit par l'une, soit par l'autre). Cette arrivée électrique permet d'alimenter l'établissement ICPE et le champ captant de CHAUNOY 18 à proximité au site. Dans un souci de stabilisation et régulation de l'alimentation électrique, la majorité des installations industrielles de</p>

l'établissement ICPE (notamment toutes les installations critiques) sont alimentées via des onduleurs couplés à des batteries.

S'agissant des autres utilités, le site dispose d'un circuit d'air comprimé servant à la manœuvre des vannes de régulation et de sécurité (ces dernières étant à sécurité positive, la perte d'air comprimé provoque leur fermeture). Le circuit d'air comprimé est dépendant de l'alimentation électrique (notamment pour le contrôle commande et le compresseur). Cependant, le site dispose d'une réserve tampon d'air comprimé de 10 m<sup>3</sup> dont les inspecteurs ont constaté la présence lors de la visite et le circuit d'alimentation des compresseurs est doublé en secours (deuxième ballon d'air comprimé en secours).

L'exploitant présente un plan de localisation de ces différentes utilités.

La perte d'alimentation électrique est détectable par l'exploitant par un report sur la supervision en salle de contrôle. Dans cette situation (absence d'alimentation électrique par les deux arrivées électriques 20kV ENEDIS), le démarrage (en automatique) du groupe électrogène fait également l'objet d'un report en salle de commande (son fonctionnement est également audible depuis la salle de contrôle puisque le groupe se trouve à proximité).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**

La stratégie de l'établissement en cas de perte d'alimentation électrique est le maintien d'une production partielle sur le dépôt, adaptée à la situation. Le site dispose d'un groupe électrogène permettant de secourir les installations industrielles de l'établissement ICPE pendant environ 5 jours et les dispositifs de sécurité sont alimentés par onduleurs. Dans ce cadre, une coupure électrique est transparente et les sécurités ne s'engagent pas. L'exploitant a également prévu un by-pass des onduleurs dans le cas où ces derniers seraient inopérants (en réparation par exemple) au moment de la coupure.

Cependant, les installations minières du cluster de CHAUNOY 18 ne sont pas secourues par le groupe électrogène, dans ce cadre, la perte d'alimentation électrique aura pour conséquence la mise en sécurité des puits, l'arrêt de la production du cluster (et donc des arrivées de production de Chaunoy 18 sur l'établissement ICPE) et des pompes permettant le retour de l'eau de gisement issue de la séparation du pétrole brut vers les puits du cluster de Chaunoy 18 (ces pompes étant des équipements miniers non secourus). L'exploitant indique cependant qu'il continuera à recevoir



de la production venant d'autres clusters. Le site dispose de deux bacs tampon (2x1200 m<sup>3</sup>) de stockage des eaux de gisement permettant de stocker les eaux, en attente de leur transfert vers les puits du cluster de Chaunoy 18.

Dans ce cadre, la poursuite de production sera adaptée en fonction de la production (qui varie) des autres champs captant alimentant l'établissement ICPE et de la disponibilité des capacités tampon pour le stockage des eaux de gisement. Les différents dispositifs de mesure du niveau dans les bacs de stockage d'eau de gisement sont secourus. La poursuite de la production s'appuiera en parallèle sur les informations relayées par Enedis.

Les inspecteurs constatent que le POI de l'exploitant comprend, dans l'annuaire, le contact de son fournisseur d'électricité permettant de le contacter pour connaître la durée prévisionnelle d'une indisponibilité de l'alimentation électrique. L'exploitant précise qu'il reçoit des SMS de son fournisseur d'énergie en cas de coupure supérieure à 3 min.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a pas de procédure particulière en cas de perte d'utilité électrique.

En effet, comme indiqué dans le point de contrôle n°5, d'une part la bascule sur le réseau de secours est transparente du fait du raccordement permanent aux onduleurs et d'autre part, la stratégie envisagée en cas d'indisponibilité de l'alimentation électrique normale est la poursuite d'une exploitation partielle, avec arrêt progressif des équipements si nécessaire, adaptée à la situation, en tenant compte, notamment, de la disponibilité des bacs de stockage des eaux de gisement. Ces dernières doivent en effet être stockées sur site compte tenu de l'impossibilité de leur transfert vers les puits injecteurs. Les arrivées de la production des autres clusters peuvent également varier.

L'exploitant indique être en mesure, depuis la salle de commande, de réguler la production venant des autres clusters par, notamment, la mise à l'arrêt de puits. En heures non ouvrables, la perte d'alimentation électrique normale fera l'objet d'une alerte au cadre d'astreinte qui décidera de la stratégie à adopter (la production fonctionnant en continu). En heures ouvrables, c'est l'équipe d'exploitation qui adaptera l'exploitation.

Enfin, l'exploitant indique qu'en cas de perte totale de l'utilité électrique sur site (qui n'est envisagée qu'en cas de défaillance ou absence de carburant pour le groupe électrogène) et batteries vides des onduleurs, les vannes de sécurité sont conçues à sécurité positive. Ainsi, la perte d'alimentation électrique provoque l'arrêt d'urgence du dépôt (fermeture des vannes

d'entrée et de sortie du dépôt, des vannes de pied de bac et de la vanne du séparateur). Cette situation étant anticipable, l'exploitant précise que la mise en sécurité du dépôt sera effectuée par des opérateurs du site avant leur mise en œuvre automatique en cas de perte d'utilité électrique complète. De même, en cas de reprise électrique, il a prévu un redémarrage manuel de l'ensemble des installations mises à l'arrêt ou non secourues.

Enfin, l'exploitant indique avoir connu par le passé une situation d'indisponibilité de l'alimentation électrique prolongée (tempête de décembre 1999). Le site avait alors poursuivi son exploitation partielle pendant une semaine (le groupe électrogène de secours existant était le même que celui présent encore sur le site).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat**

**Suite n°20250515-1 :** Il convient que l'exploitant encadre les modalités d'exploitation particulières en cas d'indisponibilité de l'alimentation électrique normale du site (soit un fonctionnement du site grâce à une alimentation électrique par le groupe électrogène), en particulier en identifiant les paramètres devant faire l'objet d'une attention particulière (telle que la disponibilité des bacs de stockage d'eaux de gisement ou le niveau de carburant disponible dans les cuves alimentant le groupe électrogène).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 7 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

##### **Prescription contrôlée :**

« Consignes d'exploitation et de sécurité. »

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties

<p>concernées de l'installation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments de contexte sont décrits dans le point de contrôle précédent.</p> <p>La mise en sécurité du site peut être réalisée automatiquement en cas de perte électrique totale (sécurités positives), ou par les équipes de conduite, via notamment un bouton poussoir à actionner depuis la salle de contrôle.</p> <p>La présence d'onduleurs en secours du groupe électrogène (autonomie de 150 minutes) permet à l'exploitant de disposer du temps nécessaire à l'arrêt des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Équipements à l'arrêt.»</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p>

<p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué dans le point de contrôle n°6, l'exploitant n'a pas prévu de procédure/consigne particulière en cas de perte totale d'alimentation électrique du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b></p> <p><b>Suite n°20250515-2 : Il convient que l'exploitant définisse des modalités de surveillance de l'installation mise en sécurité en cas de perte d'alimentation électrique totale du site (voir point de contrôle n°6).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 9 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Utilités.»</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme mentionné dans les points de contrôles précédents, l'exploitant dispose d'un groupe électrogène de secours. Celui-ci date 1986, a une puissance de 440 kVA, et permet de secourir</p>

<p>l'ensemble des installations industrielles de l'établissement ICPE. Pour son alimentation, il dispose de deux cuves de gasoil de 1,2 m<sup>3</sup> et 1 m<sup>3</sup>. Le groupe électrogène démarre automatiquement en cas de perte de l'alimentation électrique normale (présence d'un inverseur). Lors de la visite des installations, les inspecteurs constatent la présence du groupe électrogène avec ces mêmes caractéristiques et de ses cuves d'alimentation en carburant. Les cuves de carburant étaient pleines.</p> <p>L'exploitant précise disposer d'un contrat pour le réapprovisionnement en gasoil de son groupe électrogène avec un fournisseur. Les livraisons peuvent être effectuées sous 24h.</p> <p>Comme indiqué précédemment, les installations industrielles du site sont alimentées via des onduleurs couplés à des batteries et mis en service en 2019/2020.</p> <p>Au cours de la visite de site, les inspecteurs constatent la présence de deux onduleurs de 8kVA de marque EATON. La durée d'autonomie des batteries constatée lors de l'inspection était respectivement de 150 min et 161 min pour les deux onduleurs EATON. Les inspecteurs ont constaté également la présence d'un troisième onduleur dédié à la défense incendie qui affichait une autonomie de 110 minutes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'autonomie du groupe électrogène est d'environ 5 jours. Une situation de perte de l'arrivée électrique normale prolongée s'est produite par le passé (tempête de 1999) confirmant le bon dimensionnement du groupe vis-à-vis de la stratégie retenue (poursuite partielle de l'exploitation). L'exploitant indique que l'autonomie de 5 jours peut être prolongée par une réalimentation des cuves de fioul associées au groupe électrogène.</p> <p>L'autonomie des batteries des onduleurs est de l'ordre de 150 min. L'exploitant précise que les onduleurs assurent également le relai, en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant les quelques secondes précédant la reprise de l'alimentation par le groupe électrogène.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Maîtrise des procédés. »</p>

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

#### **Constats :**

Il n'existe pas de procédure nationale Vermilion encadrant les maintenances des groupes électrogènes ou des onduleurs, chaque site ayant une configuration qui lui est propre. Le plan de maintenance est donc établi par site.

Le groupe électrogène fait l'objet de la maintenance suivante :

- vérification mécanique mensuelle faite par un prestataire. Il y est notamment vérifié l'absence de fuite, le niveau d'huile et le bon état du groupe. Les inspecteurs consultent par sondage des contrôles mensuels effectués en 2024 et 2025.
- essai de fonctionnement mensuel du groupe (essai réalisé à vide, c'est à dire pas en charge) fait en interne par l'exploitant. L'Inspection constate la bonne réalisation de cet essai sur le registre de contrôle en salle de conduite.
- essai de fonctionnement du groupe électrogène en charge deux fois par an. L'essai est réalisé en simulant la situation d'une coupure électrique (utilisation du disjoncteur) pour vérifier le bon démarrage en automatique du groupe électrogène et la bascule de l'alimentation électrique de l'établissement ICPE par le groupe. Le dernier essai a été réalisé 7 avril 2025 avec vérification du bon fonctionnement des équipements secours pendant 1h. Les inspecteurs estiment que la réalisation d'essais en charge réguliers est une bonne pratique.
- une maintenance annuelle complète effectuée par un prestataire externe. L'exploitant présente le cahier des charges de cette maintenance. L'exploitant présente des comptes-rendus effectués en 2024 concernant cette maintenance.
- En cas de défaillance du groupe électrogène et/ou de délais de réparation longs, l'exploitant a prévu la possibilité de location d'un groupe électrogène de secours.

S'agissant des onduleurs, l'exploitant réalise les maintenances suivantes :

- contrôle et maintenance annuels par un prestataire externe. Il est notamment réalisé un dépoussiérage, un contrôle des connectiques et un contrôle du ventilateur. L'exploitant présente le dernier compte-rendu du 25/09/2024 de l'onduleur EATON 9155.
- remplacement préventif des batteries tous les 10 ans. Les onduleurs ont été mis en service en 2019/2020, ce remplacement préventif n'a pas encore été effectué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Plan d'action (6)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Utilités.» [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026
<b>Constats :</b>  Le site n'est pas concerné par un plan d'action pour la mise en conformité vis-à-vis de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite